

Pécresse, covoiturage et système D

DÉBROUILLE La présidente d'Île-de-France soutient haut et fort la réforme de la SNCF. Et ne se ménage pas pour venir au secours des Franciliens

« Si c'était moi qui gérais le réseau... » À l'entendre, on a l'impression qu'il en faudrait peu pour que Valérie Pécresse mette sa casquette et prenne elle-même les commandes du RER paralysé pendant deux jours par la grève de la SNCF. « La ligne D, c'est une catastrophe », soupire-t-elle, ce mercredi, alors qu'elle fait le point sur la situation chaotique des transports franciliens avec la cellule de crise d'Île-de-France Mobilités (IDFM, ex-Stif). Faute de pouvoir faire rouler les trains, Pécresse, pour aider ses électeurs, utilise... sa propre voiture.

Elles ne le savent pas, mais si Marine et Hélène, habitantes des Yvelines, ont réussi à rejoindre leur lieu de travail à Paris mardi matin, c'est grâce à Pécresse. Et pas seulement parce qu'IDFM, bras armé de la Région en matière de transports, finance la gratuité du covoiturage les jours de grève. Les deux femmes, qui s'étaient inscrites sur la plateforme de covoiturage Karos, ont embarqué dans la voiture de la présidente (LR) de l'Île-de-France, qu'elles n'ont pas le moins du monde reconnue. « J'ai eu 38 demandes », précise Valérie Pécresse en faisant défiler sur l'écran de son téléphone les messages des Franciliens à la recherche d'un véhicule, dont celui de Christophe, qu'elle ramè-

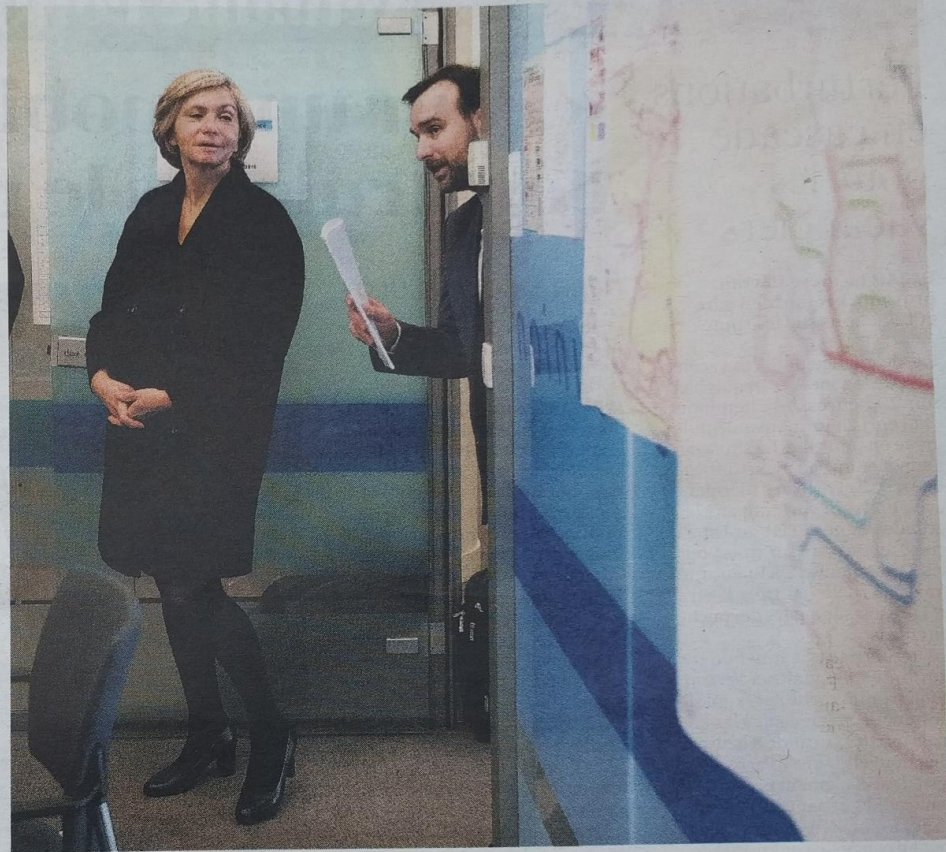
nera chez lui, mercredi soir. Pour autant, son appel à la « solidarité civique » n'a pas vraiment été entendu. Si le nombre de trajets en covoiturage est passé de 800 à 2.400 par jour dans la région, les chauffeurs manquent encore cruellement. « Devant les petites gares, certains maires faisaient eux-mêmes du stop pour arrêter les voitures et les remplir », raconte Pécresse.

Quand Les Républicains, embarrassés, ne soutiennent la réforme de la SNCF qu'à voix basse, elle la juge « nécessaire », le dit haut et fort et met en garde le gouvernement contre la tentation de « l'édulcorer », par exemple, en reportant à plus tard l'ouverture à la concurrence en Île-de-France.

La carte de l'élué-à-votre-service

« Nous, on est clients de la SNCF et on a des choses à dire », lance celle qui reproche à l'opérateur public de coûter à la Région « 3,5 % » plus cher chaque année « pour le même service ». « Il faut faire mieux, que la SNCF rende un meilleur service, moins cher », martèle-t-elle. Elle en est convaincue, « la suppression du statut des cheminots va se traduire par une augmentation de la productivité ».

À droite, d'autres observent le conflit en spectateurs et comptent les points. Valérie Pécresse, elle, joue une autre carte : celle de l'élué-à-votre-service qui se démène pour venir au secours des naufragés du rail. La bonne copine près de chez vous, en somme, toujours prête à dépanner. Une façon de tenter de capitaliser la grogne des usagers ? Son « centre de gestion du plan de secours bus » ne paie pas de mine : une petite salle aux murs ornés de



Valérie Pécresse, mercredi, à la cellule de crise d'Île-de-France Mobilités, à Paris. ÉRIC DESSONS/ADD

plans des réseaux de transport. Une poignée de personnes, armées de téléphones et d'ordinateurs, y sont chargées de proposer des solutions aux usagers en perte de vue dans la petite ou la grande couronne : une goutte d'eau dans l'océan ferroviaire francilien. « On est modestes, souligne-t-on au sein de la petite cellule. On ne pourra jamais faire entrer un train dans un bus. » Mardi, les « bus Pécresse » ont été pris d'assaut à la gare de Fontainebleau ; il a fallu faire appel à la police pour calmer des passagers furieux de ne pouvoir monter à bord... L'offre a donc été renforcée le lendemain. Même scénario à la gare de Lyon,

à Paris, où plus aucun RER ne circulait à 19 heures, quand les premiers bus Noctiliens partaient à 22 heures, contre minuit en temps normal. Incompréhension, énervement, police. Demain, ils partiront à 21 h 30.

Demander des comptes à la SNCF

Des efforts parfois dérisoires, quand certaines zones rurales, comme en Seine-et-Marne, n'ont vu aucun train passer pendant deux jours. « Qu'il y ait zéro train sur certaines lignes, c'est scandaleux ! Fermer des lignes entières, c'est indigne », s'insurge Valérie Pécresse, qui peste contre l'absence

de service minimum quand la SNCF est engagée par contrat à assurer au moins un train sur trois dans la région. Elle a déjà demandé à ses services de faire un décompte précis du taux de circulation des trains sur chaque ligne pour préparer le remboursement des usagers lésés. Après la fin du conflit, elle a bien l'intention d'aller demander des comptes à la SNCF. Bus de secours, covoiturage, bureau des réclamations financières : la présidente est décidément prête à tout pour apparaître comme la meilleure amie des usagers-électeurs en galère. ●